libéralisme, la nouvelle sainte trinité

Pas plus qu'il n'est intelligible qu'Ali Hocine considère, aujourd'hui, comme fractionnel le travail de ceux qui contestent sa démarche portant les mêmes accusations que ceux qui le traitaient de dissident hier.

La multiplication des postures et des discours contradictoires pouvait laisser perplexe, leur logique implacable apparaît dès qu'Ali Hocine s'est revendiqué du libéralisme.

Une des caractéristiques de ce dernier, c'est qu'il rejette la lutte idéologique. Pragmatique et prétendant vouloir le changement, le libéralisme refuse toute forme d'enfermement réglementaire ou doctrinal. Il y a, il est vrai, de quoi révulser les camarades habitués aux principes et à la droiture. Mais il faut être soi-même parfaitement irréprochable sur ce plan pour pouvoir mettre Ali Hocine en défaut.

La situation au MDS reflète les hésitations de la société

Le sentiment que partagent les camarades, c'est qu'Ali Hocine se proclame secrétaire général du MDS mais qu'il est dans une démarche de contournement de ce même MDS. Comme Moulay Chentouf, il contribue au moins à démontrer que le mouvement a besoin d'une profonde mise à niveau.

Leur parti pris, affiché, de la radicalité est pertinent, dès lors qu'il n'oppose plus les deux termes de la prolongation et de la refondation de cette radicalité. Moulay Chentouf en créant un nouveau parti, Ali Hocine en prônant le dépassement, revendiquent tous les deux la responsabilité de mener la transformation. Mais leur comportement semble vouloir dire : que justice me soit faîte, le MDS dût-il périr !

La conséquence, c'est qu'Ali Hocine est fort d'un intérim reconnu par Zerhouni mais quasiment plus par le moindre militant de longue date. Pouvait-il en être autrement quand le débat n'a pas pu aller à son terme parce que nous n'avons pas su empêcher que les problèmes idéologiques et politiques ne soient réduits aux questions organiques ?

Dans son évaluation des législatives de 2007, Ali Hocine justifiait d'ailleurs sa position unilatérale d'aller aux élections même là où le MDS n'existait pas, par le seul fait qu'il ne fallait pas «corroborer les thèses de Méliani qui soutient que nous sommes minoritaires». Ni l'exclusion, ni l'intérim permanent, ni la seule recherche de rapports de force favorables ne peuvent être des réponses aux questions de fond qui sont posées au MDS.

A défaut d'une alternative unitaire, Ali Hocine ne craint pas de prêter flanc à ceux qui l'accusent de faire de nouvelles cartes pour expurger les listes d'adhérents après avoir tenté de contourner le MDS par des alliances extérieures qui auraient fondé sa légitimité. Il aura seulement causé l'échec du rassemblement républicain avec l'ANR et l'UDR en réduisant la vocation à un règlement de compte interne.

Pourtant, la meilleure manière d'aborder les rapports entre anciens et nouveaux, ou la question des alliances, ne serait-elle pas de se poser la question : est-ce que la ligne défendue représente les intérêts des nouveaux adhérents ou des alliés qui désirent lutter contre le système ? Vise-t-elle à les affranchir et à les aider à s'autonomiser ou au contraire les pousse-t-elle à la conciliation avec le pouvoir ?

Au nom de sa conception pragmatique/libérale, il y a, chez Ali Hocine, une tendance à élaborer systématiquement des clivages qui contournent la contradiction principale ou l'expriment en des termes plus ambigus. Il reproche aux uns de s'installer dans une forme de confort intellectuel et d'empêcher une avancée de la ligne par esprit rentier tandis qu'il reproche aux autres de trop philosopher.

Il accuse certains de ne pas assumer le fait qu'aujourd'hui, il faudrait défendre le capitalisme, arguant que dans ses textes fondateurs, le MDS n'aurait jamais proclamé qu'il est de gauche, mais en niant le fait qu'il a encore moins affirmé qu'il serait de droite. Il exige de ces adversaires qu'ils disent que derrière l'économie productive, il y a le capitalisme et seulement le capitalisme selon une conception digne des thèses de la fin de l'histoire auxquelles mêmes son auteur a pourtant renoncé. Parfois, c'est sur le plan du comportement qu'Ali Hocine clive le débat.

Laisser faire, laisser passer n'est-ce pas l'attitude qu'il souhaite que nous érigions en principe ? Il abaisse la modernité et la démocratie à la tolérance pour des comportements réprouvables. C'est de la passivité, de la complaisance, de la démagogie. Surtout qu'il a démontré qu'il ne dédaignait pas, pour autant, les pressions physiques, même s'il aime à se présenter comme victime de la violence au sein du MDS.

L'influence idéologique et les pratiques du pouvoir ne pouvaient pas ne pas pénétrer le MDS. En effet, la synthèse des positions libérales et pseudo pacifistes ne s'exprime-t-elle pas dans la réconciliation nationale au nom de laquelle le pouvoir tourne contre la société une partie des forces qui luttaient contre le terrorisme islamiste ?

A chaque période de l'histoire correspond une conception de la rupture ; à chaque moment de la culture démocratique et de progrès, une conception de l'action politique et de l'organisation. Ali Hocine est prêt «à franchir le Rubicon», dit-il, contrairement à ceux qui «tirent le frein à main». Mais on l'a vu avec Bouteflika, qui n'a pas hésité lui non plus à casser des tabous, en redoutant d'assumer les implications de la rupture, on crée, même sans le vouloir, les conditions de la continuation. Et au lieu de permettre au MDS de se redresser, on l'installe dans la crise tout en disant, «ceux parmi nous qui considèrent que les efforts d'adaptation à la réalité procèdent d'une volonté de vendre notre âme et de trahir nos principes font un raccourci».

Ali Hocine croit que parce que le MDS a besoin de s'adapter, il a raison de vouloir s'en éloigner. Il écrit, pour se justifier, «le souci de fidélité aux idéaux et principes de nos aînés est légitime, mais le caractère révolutionnaire de la fidélité n'est-il pas dans le dépassement de ce que nous avons été ? La rupture avec le système et avec ce que nous avons été». Ali Hocine confond ainsi en quelques lignes dépasser et tourner le dos, dialectique et mécanique.

Le libéralisme, c'est l'Etat pénitence pas l'Etat providence

Comme il incarne des intérêts parasitaires aussi bien de la rente que du capital, on disait d'ailleurs autrefois qu'il vivait de la «tonte des coupons», le libéralisme vit en parasite idéologique.

Ce parasitisme idéologique transparaît dans l'éclectisme d'Ali Hocine relevé lors de la conférence économique et sociale durant laquelle on parlait aussi bien de corruption que d'économie pétrolière et de syndicats.

L'important à ses yeux n'était pas d'élucider la contradiction principale et d'aider ceux qui luttent à faire jonction au niveau politique, il était plutôt de tenir une activité pour mieux souligner que les adversaires n'en menaient pas.

La légitimité se trouvant finalement dans la capacité à mener des activités et surtout dans l'issue victorieuse de la lutte qui l'oppose aux autres militants. Selon cette logique, Ali Hocine devrait bientôt conclure que Bouteflika a raison puisqu'il vient d'obtenir un troisième mandat.

Ce désordre dans les idées se confirme dans le projet de résolution qu'Ali Hocine a présenté dans le cadre de son congrès unilatéral et dont un des principaux objectifs était de substituer une thèse à une autre. Il lui reste cependant difficile de produire un corps de texte cohérent. Peut-être sera-t-il prêt un jour, Ali Hocine paraissant sincèrement convaincu qu'en matière de liberté et de démocratie, on ne saurait aller plus loin que les libéraux.

Ceci en dépit de tous les contre-exemples qu'ils administrent chaque jour et comme viennent de le prouver les libéraux européens qui après avoir voulu contourner le NON français et hollandais à une constitution libérale européenne cherchent comment ignorer le NON irlandais.

A moins que cela prenne plus de temps parce qu'Ali Hocine n'arriverait pas à estomper le lien qu'il perçoit, encore, entre néolibéralisme et libéralisme, bien qu'il les oppose. Il avance, il s'en rend compte, une théorie plutôt révolutionnaire : le keynésianisme serait «un concept libéral».

L'explication de cette incroyable avancée théorique, c'est Jean Jaurès qui la donne : «Quand les hommes ne peuvent changer les choses, ils changent les mots.» Regardons de plus près comment Ali Hocine procède et pour y voir plus clair, je me permets de livrer de larges extraits d'un texte de Maurice Lagueux, épistémologue de l'économie :

«En quoi les "néolibéraux" se distinguent-ils des libéraux de plus vieille souche ?» En un sens, on pourrait dire qu'ils ne s'en distinguent pas vraiment et qu'ils s'efforcent souvent, au contraire, c'est tout particulièrement le cas de Hayek, de souligner leur stricte fidélité aux points de vue de Locke et de Smith [...] Le néolibéralisme ne serait donc rien d'autre qu'un retour, dont Hayek s'est fait le héraut, à ce libéralisme authentique d'Adam Smith, par-delà toutes ces analyses plus modernes (comme celles de Walras, de Keynes ou de Samuelson) qui auraient en commun de subordonner le «libéralisme» à une savante mise en place d'un marché modelé sur les exigences d'un rationalisme sans fondements. Il en va apparemment ainsi au niveau macro-économique, où les idées monétaristes de Milton Friedman, qui [...] peuvent, en un sens, être perçues comme un retour à l'orthodoxie monétaire, par-delà les audaces de la théorie keynésienne. Ce n'est donc pas sans un fondement au moins apparent que les adversaires de ces nouveaux libéraux les ont parfois, par dérision, qualifiés de «paléo-libéraux».

Il paraît toutefois bien injuste de considérer ainsi les néolibéraux comme de nostalgiques conservateurs qui s'efforceraient de faire revivre un lointain passé désormais révolu. Pour bien voir que les néolibéraux sont loin d'être des paléo-libéraux, il peut être utile d'examiner de plus près la conjoncture qui a rendu possible la quasi-mise au rancart, pendant plus d'un siècle, du «vrai libéralisme» et celle qui, au cours des années 1970, a apparemment permis à celui-ci de réapparaître en force, sous la forme de ce «néolibéralisme».

Aux mêmes fins, il importe aussi de voir comment les néolibéraux [...] ont été amenés à expliciter quelques-unes des dimensions fondamentales du libéralisme que, dans son pragmatisme, Adam Smith aurait été assez peu enclin à dégager. [...] Pour Hayek [...] le véritable libéral est celui qui soutient qu'il ne faut confier au gouvernement que le soin d'assurer la sécurité et la liberté de tous et le soin de faire respecter les contrats [...] Le vrai libéral est celui qui, une fois que le mécanisme du marché est ainsi mis en branle, s'oppose à ce que le gouvernement intervienne plus avant, même sous prétexte d'«améliorer» le fonctionnement de ce marché.

A la lecture de ce texte, on comprend qu'il est faux de dire, comme Ali Hocine que «l'Etat providence est un concept libéral» et qu'on peut réduire le capitalisme au libéralisme, sinon à imaginer que le néolibéralisme soit une forme d'anticapitalisme. En bredouillant quelques arguments «sur le mode de production capitaliste et la démocratie occidentale» indépassables «sans douleur», Ali Hocine se doute bien qu'il ne peut emporter l'adhésion des militants.

Peut être s'interroge-t-il sur la nature de cet Etat Providence en 2009, comprenant qu'il ne peut être un retour 70 ans en arrière et au New deal de Roosevelt, ni même aux «Trente Glorieuses» ?

Suite en page 8